Zeitschrift: Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur

Herausgeber: Gesellschaft Schweizer Monatshefte

Band: 41 (1961-1962)

Heft: 4: Afrika im Umbruch

Artikel: Stratégie nouvelle à l'heure de l'indépendance de l'Afrique et du Moyen-Orient

Autor: Daniel, Charles

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-161229

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

bevor. Und hier, in diesen Ländern, wird die politische Beeinflussung des Kommunismus am frühesten und stärksten einsetzen. Die zunächst rein wirtschaftliche Zusammenarbeit wird zu einer politischen ausgeweitet, sobald die im Ostblock ausgebildeten afrikanischen Kader in genügender Zahl an Ort und Stelle sein werden. Daß eine bloß politische Bearbeitung Afrikas scheitern müßte, ist richtig erkannt worden. Der aus dieser Erkenntnis vollzogene Methodenwechsel verfiel aber nicht in den ebenso falschen Gegensatz, nämlich ein ausschließlich wirtschaftlicher oder karitativer Einsatz.

Die heute vorherrschend wirtschaftlich-technische Arbeit des Ostblocks in den Entwicklungsgebieten basiert auf einer politischen Strategie und hat damit der freien Welt einen großen Vorteil voraus.

Stratégie nouvelle à l'heure de l'indépendance de l'Afrique et du Moyen-Orient

CHARLES DANIEL

Du XVe au XIXe siècle, l'Afrique n'a pas joué un grand rôle dans les affaires européennes, à l'exception de la bande nord de ce continent. En revanche, au XIXe siècle elle fut littéralement prise d'assaut. Dès lors, elle acquit une grande importance même si elle ne fut pas spécialement mise en relief. Celle-ci augmentait ou diminuait en fonction de la politique, respectivement de la stratégie des grandes puissances qui y avaient pris pied. Pour autant qu'ils existaient, les gouvernements locaux n'avaient nullement voix au chapitre sur les décisions à prendre touchant leur pays. Ils n'étaient que des exécutants.

Le recrutement d'hommes, l'établissement de bases navales ou aériennes découlaient de la seule volonté des puissances dites coloniales qui y procédaient suivant les nécessités de ce qu'elles estimaient leur sécurité.

Lorsque des résistances locales se manifestaient — en général organisées par des éléments nationalistes plus évolués et formés aux idées occidentales — un marchandage avait lieu sur la base de promesses d'indépendance... à terme et les leaders étaient soit exilés, soit emprisonnés. Les choses continuèrent avec des hauts et des bas, jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, mais le premier choc ébranlant l'édifice colonial remonte à la guerre de 1914—1918.

Examinons dans les grandes lignes ce qu'était le système de bases et de points d'appui.

Ainsi que chacun le sait, la France et la Grande-Bretagne étaient intéressées l'une et l'autre non seulement à la liberté de mouvement de leurs flottes marchandes dans la Méditerranée, mais à leur sortie pour gagner les océans que ce soit l'Atlantique ou l'Indien.

Toute la politique britannique, en conséquence sa stratégie, était axée sur la protection de la «route des Indes».

Une série d'états amis ou de colonies assuraient aux bateaux de Sa Majesté protection et ravitaillement.

Citons quelques maillons de cette chaîne de bases:

Gibraltar, sur la côte européenne commandait l'entrée et la sortie de la Méditerranée à l'ouest tandis qu'au sud, sur le territoire africain, Tanger était internationalisé. Gibraltar, puissante base anglaise, était très fortement protégée sur le front de mer. En revanche, du côté terrestre elle l'était beaucoup moins. Cette sécurité était alors bien plus demandée à la politique et à la diplomatie qu'aux forces armées. Actuellement ce bastion britannique ne pourrait sans doute plus abriter de grandes flottes mais son rôle n'est pas terminé.

Si nous continuons notre déplacement vers l'est, le maillon suivant est *Malte*. Bien que les Anglais y entretiennent encore une importante garnison (sauf erreur 5000 hommes) cette base a perdu sensiblement d'intérêt vu son manque de protection adaptée aux conditions d'aujourd'hui. Toutefois, un commandement naval du NATO y est installé. Les grands docks qui servirent à la réparation de la flotte britannique de la Méditerranée sont exploités par des entreprises civiles.

Pas plus que Gibraltar, Malte ne permet la concentration de grandes flottes. L'un et l'autre conviennent encore pour des unités légères et leur meilleure sécurité est celle que peuvent leur donner des porte-avions.

Cependant, ces deux ports conservent toute leur valeur pour le ravitaillement d'unités navales et même aériennes.

Les Anglais ont abandonné les Indes sans combat mais ils ont soutenu une guérilla de plusieurs années à *Chypre*. Faut-il y discerner l'attachement qu'ils portaient à cette base? Sans doute. Les ports de Limasol, Famagouste, Larnaka n'ont pas une importance particulière; en revanche les terrains d'aviation sont fort développés. Chypre joue toujours un rôle appréciable pour les Anglais car c'est dans cette île qu'ils ont rassemblé leurs services repliés du Proche et du Moyen-Orient. On se souvient encore des discussions ardues au sujet de l'étendue des bases entre les gouvernements de Londres et de Nicosie au moment de l'indépendance de cette colonie.

La guerre pour l'indépendance de Chypre a été un épisode extrêmement douloureux non seulement sur le plan humain mais aussi politique. La tension entre Londres et Athènes a été grande. La Grèce réclamait l'Enosis (la réunion) mais elle se heurtait à l'importante minorité turque qui craignait pour son avenir.

Cette «lutte» aurait été sans doute moins longue, moins terrible, si le parti communiste cypriote, qui avait reconnu depuis longtemps la valeur militaire de l'île pour l'ensemble des puissances occidentales, n'avait pas montré si clairement ses objectifs: faire de Chypre une île favorable au camp socialiste. Les côtes turques et les grandes bases du sud de ce pays (Adana, Iskenderun, Diarbekir) auraient été ainsi directement menacées. L'enjeu dépassait sensiblement l'île elle-même.

Dans la Méditerranée orientale, il fallait encore ajouter au système britannique *Alexandrie/Suez* qui n'eut de valeur que tant que les Anglais occupèrent l'Egypte. Il était clair que dès le drapeau britannique amené du mât de la caserne de Kasr-el-Nil au Caire, leurs jours étaient comptés, même si les camps du désert étaient encore tenus.

Enfin, en Irak, Habaniah et Shaïba étaient la suite des bases aériennes de la Méditerranée, par exemple El Adem en Lybie, en direction générale d'Aden et de l'Océan indien. Au cas où ce formidable système était menacé, et il l'a été plusieurs fois, «la route du Cap» jalonnée par les bases installées le long des côtes occidentales devait y suppléer.

Pour assurer ses communications avec ses intérêts en Extrême-Orient, la France disposait aussi d'un système de bases mais l'effort français portait avant tout sur la sécurité du trafic avec l'Afrique du Nord qui était, et est toujours, le prolongement stratégique et économique de la métropole. Le dispositif était formé par le triangle Toulon–Mers-el-Kébir–Bizerte, à l'intérieur duquel se trouvait un ensemble de ports (par exemple Oran) moins importants mais jouant aussi un rôle en permettant de décentraliser les flottes.

Nous n'insisterons pas sur les installations techniques; notons cependant que quelques unes sont modernes ou modernisées tandis que d'autres sont vieillies.

Si pour joindre la Somalie, Djibouti et les possessions asiatiques, la voie de la Méditerranée orientale — Suez était impratiquable, la France disposait en toute indépendance sur la route du Cap de Dakar, Conakry, Abidjan, Libreville, puis dans l'Océan Indien de Diego-Suarez (Madagascar), des Comores ou de la Réunion.

Pour compléter cette esquisse stratégique du continent africain, rappelons encore le rôle que joua durant le dernier conflit mondial l'axe aérien de Douala–Khartoum–Le Caire qui seconda grandement les routes maritimes permettant d'alimenter les offensives du Maréchal Montgoméry en matériel venant tant d'Angleterre que des Etats-Unis.

La guerre politique

Peu après la fin de la guerre, l'URSS déclancha la guerre froide ou mieux «la guerre politique» pour laquelle l'Occident était si mal préparé.

Les états socialistes partent du principe que leur sécurité ne sera assurée que lorsque le monde sera entièrement communisé, d'où cet aspect messianique du communisme.

La destruction du monde occidental, opposé à cette idéologie, devient une triple nécessité: politique, stratégique, idéologique. Les moyens mis en œuvre sont:

— l'isolement politique des membres des alliances et pactes occidentaux (dislocation de l'OTAN, OTASE, CENTO);
— la rupture du système des bases militaires empêchant l'expansion du monde oriental;
— le retrécissement de l'espace économique de l'Occident afin de disloquer ses marchés, ses approvisionnements, etc... En un mot, de provoquer un état de crise engendrant des troubles sociaux qui amèneraient une transformation de la structure de l'état.

Ainsi disloqué, affaibli, l'assaut final du monde libre en général et de l'Europe en particulier ne sera pas, suivant l'expression de Lénine, nécessairement militaire. Démembrement politique, démembrement stratégique, démembrement moral, tels sont les risques auxquels il faut faire face pour résister à cette guerre politique.

En conséquence, tout ce qui peut nuire à l'Occident est mis en action.

Dans le secteur qui nous intéresse plus particulièrement, l'URSS joua avant tout la carte de l'anti-colonialisme. Elle se fit le champion de la libération des peuples colonisés, moins dans l'intérêt de les libérer que pour affaiblir le bloc adverse. Or, il est compréhensible que les pays aspirant à l'indépendance acceptent l'aide d'où que ce soit. D'abord être libres, ensuite on verra... Car ils s'estiment intérieurement assez forts pour faire face à un néo-colonialisme soviétique ou chinois!

Le déclanchement de la guerre froide, l'obligation pour les puissances occidentales de tenir les promesses relatives à l'indépendance accélérèrent le processus de décolonisation qui autrement se serait certainement étendu sur de nombreuses années. En effet, aucune des grandes puissances n'avait intérêt à modifier des situations assez avantageuses au triple point de vue économique, politique et, comme nous l'avons vu ci-dessus, militaire.

L'appui que les mouvements nationalistes trouvèrent tant à Moscou qu'à Pékin modifia de fond en comble la situation.

Quels furent sur le plan stratégique les axes d'effort?

Dès 1945, l'URSS, tranquille à l'ouest grâce aux états satellites européens, développa sa poussée en Asie. Ayant acquis de substantiels résultats, elle déplaça son centre d'application dans le Moyen-Orient «paisible chasse gardée des grandes puissances européennes». Puis, de là, elle fit souffler la tempête du nationalisme et de l'anti-colonialisme sur l'ensemble de l'Afrique.

Pour la partie qui nous intéresse, on assiste à plusieurs poussées:

— vers l'Irak, en direction du Golfe Persique, que les Arabes désignent maintenant sous le nom de Golfe Arabe, ce qui est tout un programme;
— le Proche-Orient, la bande nord de l'Afrique, le Maroc, l'Afrique noire occidentale et centrale;
— vers la vallée du Nil, le Soudan, le Kenya par la RAU;
— l'enveloppement de la presqu'île arabique, une des régions les plus importantes en pétrole.

En résumé, l'URSS cherche à combler ce vide, encore plus ou moins inorganisé, qui s'étend entre l'OTAN et le SEATO et à l'intérieur duquel se

Afrique Croquis des principaux noms cités

Moyen-Orient Croquis des principaux noms cités

trouvent la grande voie de Suez, les pétroles du Golfe Persique, les intérêts occidentaux en Afrique. Bien des régions risquent d'être secouées par cette lutte indirecte entre l'URSS et les puissances occidentales.

Résultats militaires de la guerre politique

Que reste-t-il de l'important dispositif stratégique mis en place tant par la France que par l'Angleterre, sans parler des autres pays (Belgique, Portugal, etc...)? Les temps ont changé; aujourd'hui, une base militaire en territoire étranger n'est pas uniquement forte par ses installations techniques mais surtout par l'attitude de la population, disons mieux, du peuple qui entoure le territoire en question. Celui-ci est-il hostile, la valeur de la base devient précaire. D'où cet effort politique exercé par l'URSS sur les peuples, les gouvernements pour, sinon détruire, du moins neutraliser ces établissements militaires.

En dépit de ses difficultés intérieures, la Turquie est restée un membre fidèle de l'OTAN. Par la force des choses, l'Iran malgré l'aide américaine, cherche à équilibrer sa politique entre Washington et Moscou. A la suite d'une guerre qui n'avait de «civil» que le nom, la Grèce a sauvé sa liberté.

Bien qu'elle s'en défende, la RAU est dans le sillage soviétique. En conséquence, la voie commerciale de Suez, par où passe la plus grande partie du ravitaillement en énergie de l'Europe, dépend d'elle, respectivement de son allié russe.

Dans la presqu'île arabique, le Yémen est violemment antibritannique et la stabilité de l'Arabie Séoudite, en dépit (ou à cause) d'une sérieuse implantation américaine achetée à grand prix, est plus apparente que réelle.

Quant à l'Afrique, on peut se représenter sans peine ce que serait la situation de la Rhodésie et de l'Union sud africaine si, par exemple, l'Angola et le Mozambique devenaient des états acquis au communisme.

La mort du Sultan de Zanzibar, le 9 octobre 1960, a marqué la fin d'une époque pour les Britanniques en Afrique orientale. Le Tanganyika sera indépendant le 28 décembre 1961. Lors d'une allocution radio-diffusée qui suivit la visite de M. Mac Leod, ministre des colonies de Londres, M. Nyerere, premier ministre du Tanganyika a déclaré entre autre: «...Nous ne voulons pas qu'aucun autre pays prenne la place de l'Angleterre qui, jusqu'ici, a couvert les frais de nos forces militaires, soit 600.000 livres par an.»

L'indépendance du Tanganyika aura une répercussion marquante sur les territoires limitrophes.

Au Kénya, la Royal Air Force dispose d'Eastleigh près de Nairobi. De plus, les bases de Kahawa et de Gilgil devaient être terminées en 1962. Cet ensemble a un avenir bien incertain puisque Tom Mboya réclame l'évacuation immédiate des bases britanniques. Celles-ci permettaient de transporter des forces anglaises à l'est de Suez sans que les avions soient obligés de survoler des territoires non britanniques. Plusieurs bataillons s'y trouvent, qui doivent protéger le territoire d'Aden et les pétroles de Bahrein[1].

Aden est menacé par l'Arabie séoudite et par le Yémen qui s'est rallié à la RAU. Pour les nationalistes arabes, le Yémen semble un bon point de départ, non seulement contre Aden, comme nous le disons ci-dessus, mais aussi contre les petits états bordant la péninsule arabique de l'Hadramount, d'Oman, de Mascate que les Anglais ont en vain tenté de fédérer en un état de l'Arabie du sud.

Dans toute cette guerre politique, la radio du Caire, «La Voix des Arabes», est devenue un facteur d'appréciation de la situation.

Nous ne voulons pas passer en revue ce que pourrait être l'évolution des différents états africains. Souvenons-nous que c'est du Caire que partent les poussées vers le Soudan, le Kénya, la Somalie, l'Erythrée, l'Arabie.

Le but est de transformer la Mer Rouge en un lac neutraliste car la voie de Suez s'étend de Port Saïd au détroit de Bab-el-Mandeb.

[1] Mutations en Afrique Orientale par René Grandchamp. Revue de Défense nationale. Paris, février 1961.

Pour l'Occident, ceci est grave mais la situation pourrait devenir encore beaucoup plus sérieuse si Hoddeidah sur la côte du Yémen devait servir de base à des sous-marins soviétiques. Le port a été récemment inauguré par le ministre du commerce de l'U. R. S. S. et dans la capitale de cet état, Sanaa, réside une mission russe composée apparemment de marins et d'aviateurs.

* * *

Si nous nous transportons le long de la route du Cap et dans la partie occidentale de l'Afrique, nous constatons les mêmes transformations survenues à la suite de la création d'états indépendants.

Par rapport à l'hémisphère occidental en général et des Etats-Unis d'Amérique en particulier, la côte ouest de l'Afrique joue un rôle assez analogue à celui de la côte est par rapport à l'Océan Indien que nous venons d'examiner.

D'où l'intérêt qu'ont les puissances communistes à pousser leur expansion jusqu'à la côte occidentale. Cependant, le Sénégal (Dakar) ne peut être utilisé comme base de départ que dans la mesure où l'assaillant tient le Maroc et la Mauritanie.

La Communauté française n'a pas justifié les espoirs que certains avaient mis en elle. Etait-il possible de cumuler les bienfaits de l'indépendance avec les avantages de l'appartenance à cette organisation? Les avis ayant divergé, la Communauté a éclaté. Quelques états, parmi lesquels nous trouvons ceux de l'Union africaine et malgache fondée le 28 mars (Sénégal, Gabon, Tchad, etc...), gardent une fidélité relative — même très relative —, tandis que les signataires de la charte de Casablanca (Guinée, Ghana, Mali, Maroc et RAU) ont pris pour devise «L'Afrique aux Africains» et en tirent les conséquences.

Certains cherchent à réaliser un axe Conakry (Guinée)–Bamako (Soudan). Il permettrait, par l'Algérie, d'atteindre la Méditerranée. La diplomatie soviétique ne serait pas étrangère à cette attitude.

La Haute-Volta, d'après les déclarations du chef de l'état voltaïque, le gouvernement d'Ouagadougou, n'accepterait plus le maintien de bases militaires françaises sur son sol, se rapprochant ainsi de la ligne neutraliste de Conakry (Guinée).

Le gain qu'en tireraient les neutralistes du Mali et de la Guinée serait considérable tant sur le plan de propagande que stratégique car la Haute-Volta est au carrefour du groupe de Brazzaville et l'Union Guinée, Ghana, Mali.

On peut constater que la côte s'étendant du Maroc au Congo peut aussi bien être le dernier rempart de l'hémisphère occidental contre une invasion qu'une base de départ vers le Moyen-Orient au travers de l'Afrique.

En 1947, devant la menace qui planait sur certains états, l'Amérique prit la place de la Grande Bretagne en appliquant «la doctrine Truman».

Sur le plan militaire, c'était beaucoup plus qu'une simple relève. Il s'agissait, au fait, de remplacer le système des points d'appui établis dans le cadre de la stratégie britannique, voire française, qui visaient à faire collaborer les trois armes traditionnelles: terre, air, mer par une nouvelle notion: *celle de la stratégie américaine de la dissuasion.* L'élément décisif était l'engagement des armes nucléaires et de leurs véhicules porteurs. Tout fut dès lors subordonné aux rayons d'action de ces véhicules porteurs: avion du SAC, puis engins IRBM, ICBM.

La conception des points d'appui évolua. Naturellement, Washington aida économiquement et militairement les pays dont les gouvernements offraient certaines garanties d'anti-communisme. Des bases furent établies par l'US Air Forces au Maroc (Nouaceur, Sidi Slimane, Ben Guir, etc...), en Libye (Wheelus), en Turquie (Adana, Diarbekir, etc...). Elles découlent de la politique du «containment». Tout en ayant un caractère spécifiquement défensif dans le cadre de la dissuasion, elles sont, conséquentes avec la logique nucléaire, tactiquement offensives. On touche ici au problème dissuasion-défense qui sortirait trop du cadre de cette étude.

Mais à part la Turquie, derrière ces puissantes bases américaines il y a un vide politique et social. Les Soviets l'ont rempli en soutenant les mouvements nationalistes dirigés par Nasser, en exploitant les penchants anti-occidentaux et anti-démocratiques du monde arabe et l'antinomie Israël/pays arabes. Sentant le danger, on comprend que les Américains aient quelque peu freiné le développement de ces bases au profit de celles d'Espagne et de Turquie.

Contrairement aux systèmes britannique ou français, la marine américaine n'a pas de bases, au sens classique du terme, en Méditerranée. Elle est représentée par la VIe Flotte qui, fait particulier, est aussi bien une base de ravitaillement qu'un élément opérationnel. Sa composition gravite autour d'un ou plusieurs porte-avions. Ainsi est réalisé un facteur essentiel de sa sécurité face à une attaque atomique: *la mobilité.* Quand on examine de près la composition d'une telle flotte, on est tenté de dire qu'elle convient presque mieux à des missions océaniques qu'à celles d'une mer fermée.

La VIe Flotte a eu l'occasion de montrer son efficacité lors des événements du Liban en 1959. Nous ne savons pas combien de temps il a fallu au gouvernement américain pour prendre la décision politique du débarquement mais, celle-ci prise, quelques heures seulement furent nécessaires pour réaliser l'opération. Même s'il n'y a pas eu de réactions libanaises ou autres, l'opération technique fut remarquable. La VIe Flotte US, équipée d'engins atomiques et thermonucléaires, appuyée de croiseurs lance-fusées et par une forte aviation tactique constitue une force de frappe imposante qui cadre bien avec la stratégie

de dissuasion. Toutefois, si puissante que soit cette armada, elle n'est plus complètement libre de ses mouvements depuis que des sous-marins soviétiques peuvent disposer en toute quiètude des bases de la RAU et de Valona en Albanie.

Devant cette situation on comprend aussi l'importance toujours plus grande prise par les bases en Espagne.

Périodiquement, des manœuvres sont faites en commun avec les marines des états membres de l'OTAN mais la VIe Flotte n'est pas sous ce commandement. Nous avons dit qu'elle était non seulement un élément opérationnel mais aussi de ravitaillement. Pensons aux problèmes que cela pose quand on songe que ces bateaux croisent à environ 6000 kilomètres de leurs arsenaux et, si nous sommes bien informés, aucun dock de la Méditerranée ne peut recevoir un porte-avions de la classe «Forrestal». Pour l'Occident, la VIe Flotte est certainement un facteur de stabilité en Méditerranée.

* * *

Nous avons examiné précédemment la valeur de l'enjeu de l'ensemble Moyen-Orient/Afrique sur le plan politique, idéologique et stratégique. Nous n'insisterons guère sur le facteur économique en ce qui concerne l'Europe. Il est vital. Rappelons seulement les jours sombres de 1956 au moment de l'affaire de Suez alors que l'Europe était coupée de ses sources naturelles de ravitaillement énergétique par l'hostilité des Arabes! Il régna réellement une «famine d'énergie[2]».

Nous avons fait une première expérience qu'il serait sans doute bon de ne pas renouveler. Certains chefs arabes s'enorgueillissent d'avoir tenu l'Europe à leur merci. Pour eux, et pour d'autres, l'expérience n'a pas été oubliée.

Quelques aspects politiques et militaires

Dans le cadre de la stratégie globale, l'importance du continent africain varie en fonction des points d'observation où l'on se place. Les problèmes qui en découlent ne sont pas les mêmes à Paris, Londres, Washington, Moscou, Pékin ou le Caire. Ils ont cependant un commun dénominateur. «L'écrasement des distances» pour prendre l'expression du général Jacquot, commandant de «Centre Europe», fait que l'ensemble Europe–Moyen-Orient–Afrique forme un tout. L'Eurafrique est un impératif géographique. Nous savons que le terme ne plait pas à tout le monde, en particulier aux Africains qui cherchent, dans leur grande majorité, à se détacher de ce continent et préfèrent regarder

[2] Pierre Lyautey: Les révolutions du Moyen-Orient. Ed. René Juillard. Paris, 1960.

vers l'Asie ou plus particulièrement vers l'URSS. Ce pays jouit du préjugé favorable dans tous les domaines alors que l'Europe incarne encore à leurs yeux le colonialisme.

Sur le plan militaire, l'ensemble Moyen-Orient/Afrique constitue la profondeur de la défense de notre continent mais cet ensemble n'est pas homogène. L'Europe est séparée de ses arrières par la Méditerranée qui n'est plus une mer réellement occidentale. En effet, au sud, de nombreux états riverains lui sont, sinon hostiles, du moins peu favorables.

La *RAU* qui refuse de renouer les relations diplomatiques avec la France, reçoit une importante aide militaire et économique des Soviets.

Grâce aux vues réalistes de son président Bourguiba, la *Tunisie* est encore relativement favorable. Toutefois, un changement politique dans ce pays pourrait avoir des répercussions extrêmement défavorables. En effet, qui tient Bizerte, coupe la Méditerranée en deux.

Le Maroc est installé sur la rive sud du détroit de Gibraltar et sur l'Atlantique. Moscou a rapidement saisi l'importance que l'URSS pourrait tirer en prenant pied dans ce pays. Elle ferait d'une pierre deux coups: tenir indirectement une entrée de la Méditerranée et avoir une porte de sortie sur l'Atlantique par Casablanca.

La situation intérieure marocaine est confuse; l'influence soviétique y est en hausse. La partie qui se joue valait la visite du président de l'URSS, M. Brejnev. Nous avons vu que les Américains disposent de bases aériennes, mais à terme. Qu'adviendra-t-il le jour où ils devront les évacuer?

L'Algérie reste un cas particulier. On peut *presque* dire que l'armée française a remporté une victoire militaire. Nous soulignons à dessein l'adverbe «presque» car sur le plan strictement militaire, la France ne peut anéantir complètement les forces du F. L. N. parce qu'insaisissables. Pourtant ces dernières ne peuvent, sans une aide extérieure massive, vaincre l'armée française matériellement beaucoup plus puissante.

Mais cette victoire — ou presque victoire — est politiquement inutilisable car l'indépendance de l'Algérie est inévitable; on ne marche pas contre certains courants de l'histoire. Même avec un succès total de l'armée française, le problème algérien ne peut être résolu par une solution militaire mais uniquement politique. D'où le drame de la rébellion de certains officiers français au mois d'avril 1961. Il était difficile d'exiger d'eux l'évacuation sans protestations et sans résistances intérieures d'une partie de ce qu'ils estimaient le territoire national, sur lequel ils s'étaient maintenus. Nous ne portons pas un jugement sur cette affaire mais essayons d'en comprendre les raisons psychologiques.

Notons encore à ce propos «que l'armée française, se basant sur ses expériences en Indochine, jugea qu'elle n'était pas engagée contre un ennemi déterminé mais contre le communisme international dans l'intérêt commun de l'Occident.

«Cette conviction portait en elle le germe de la révolte[3].»

De son côté, l'Union soviétique ne peut se désintéresser ni de la Méditerranée, ni du Moyen-Orient. On sait qu'elle considère la Mer Noire comme une tête de pont offensive des puissances impérialistes et le Moyen-Orient comme la base de départ par excellence d'une attaque contre son territoire.

Il est alors compréhensible qu'elle cherche à placer des gouvernements amis sur les territoires limitrophes et à surveiller les voies d'accès dans ces régions. Agissant comme elle le fait, elle estime neutraliser certains risques.

Vu du point de vue occidental, cela n'a rien de réconfortant pour l'avenir de l'Europe, car qui tient la côte nord de l'Afrique tient militairement et économiquement ce continent à sa merci. A l'époque, Rome l'avait bien compris dans sa lutte contre Carthage.

Vide militaire et armées locales

Dans ce vaste ensemble Moyen-Orient/Afrique, la création d'états indépendants a provoqué un inquiétant *vide militaire* que les deux grands blocs antagonistes s'efforcent de combler en offrant leur aide aux nouveaux pays. Ce n'est pas faire injure au Maroc, à la Tunisie, au Liban, à la RAU, au Sénégal, à la Guinée, au Ghana, etc., etc... de constater que leurs forces armées, dans leur état actuel, ne joueraient qu'un rôle symbolique dans une guerre générale si leur situation géographique faisant l'objet de la convoitise des Grands.

Ces pays nouvellement indépendants veulent être *neutres*, terme qui semble signifier dans leur conception, avoir le droit d'être aidés par chacun des grands blocs politiques sans aucune obligation envers eux, surtout pas envers l'Occident. Avec le temps, ils apprendront ce que les Suisses savent bien: pour être neutre, il faut avoir un minimum de forces, de puissance *indépendantes*. Hélas, ces états en sont encore assez loin.

Que valent pour le moment ces nouvelles armées souvent encore embryonnaires?

Contrairement à une croyance généralement admise, la plupart des nouveaux états africains ne partent pourtant pas, militairement parlant, de zéro, ce qui ne veut pas dire que leurs problèmes de défense nationale soient toujours faciles à résoudre.

La France, l'Angleterre laissèrent derrière elles des formations militaires allant de corps d'auxiliaires aux véritables unités faisant virtuellement partie de leurs forces armées. Que l'on songe, en particulier, aux divisions nord-africaines ou marocaines qui se battaient dans le cadre de la première armée

[3] Foreign Affairs. New-York, janvier 1961, Jean-Marie Domenach: The French Army in politics.

française du maréchal de Lattre de Tassigny. Nous gardons encore un profond souvenir de ces grandes unités.

La première unité de l'armée de la République du Tchad a reçu son drapeau le 11 janvier 1961 lors de la première fête nationale. Quant à la force malgache, d'inspiration également française, elle commence à être une «entité vivante» suivant l'espression de son chef d'état-major général.

Parmi les corps de troupe de la Force d'urgence des Nations Unies engagée au Congo, ceux du Ghana, par exemple, ont fait *militairement* une bonne impression grâce à l'influence et aux instructeurs britanniques, de même que les Marocains de tradition française.

Citons encore les armées indiennes, pakistanaises, etc... qui figurent en bonne place parmi celles des pays afro-asiatiques.

L'Egypte même bénéficia d'une instruction militaire britannique. Au moment du départ définitif des Anglais, elle reçut ou s'appropria d'importantes quantités de matériel sans compter les installations militaires du désert dans la zone du canal de Suez et ailleurs.

Cependant, dans les jeunes états, si les forces armées sont techniquement en voie de développement matériel, la plupart du temps grâce à une aide extérieure car leur industrie lourde est encore souvent à créer, on peut se demander si elles présentent les garanties nécessaires pour rester à l'abri d'aventures politiques. Souvenons-nous de la période d'instabilité en Syrie, qui suivit de peu la proclamation de l'indépendance et où tous les coups d'état furent l'œuvre des militaires. On pourrait allonger la liste des interventions militaires dans la politique en citant au hasard: l'Egypte, le Soudan, l'Ethiopie, le Congo ex-belge, etc., sans parler des gouvernements dont l'armée constitue le meilleur appui.

Evidemment, il ne faut pas juger cet état de fait avec nos conceptions occidentales. Dans ces nouveaux états, l'armée est souvent la seule force organisée et il est alors difficile d'appliquer le sain principe qui veut qu'elle soit tenue hors de la politique et reste soumise au pouvoir civil.

La période de transition, de tâtonnements qui suit inévitablement la décolonisation peut inciter ces armées à devenir un instrument de politique intérieure, voire extérieure.

C'est une vérité à La Palice de déclarer qu'une armée ne vaut que par ses cadres mais dans le cas qui nous intéresse cela est encore plus vrai que partout ailleurs. Ceux qui ont été instruits dans les forces européennes possèdent un appréciable capital de connaissances professionnelles et une formation qui devrait les tenir à l'écart des luttes politiques. De plus, ayant été souvent employés hors de leur pays, leur horizon s'est élargi, ils ont largement dépassé la perspective de la tribu au profit du sentiment national. En peu de mots, on peut dire que ce sont des soldats disciplinés, expérimentés assurant par leur présence la cohésion des unités et pouvant faire rayonner un solide esprit militaire. L'avenir dépendra de la manière dont sera géré cet héritage militaire.

D'une manière ou d'une autre, une lourde responsabilité incombe aux cadres autochtones et il faut espérer qu'une fois livrés à eux-mêmes ils seront assez compétents pour la mission qui leur est dévolue et qu'ils ne se laisseront pas tenter par des aventures politiques soit dans l'espoir de faire rapidement carrière, soit, dans le cas le plus favorable, pour accélérer l'évolution dans leur pays.

A côté de ces cadres, officiers et sous-officiers, de formation occidentale, il y a maintenant ceux qui sont instruits dans les écoles militaires de l'URSS, de Chine, de la RAU. Comment s'opèrera la synthèse de conceptions aussi divergentes? Les seconds élimineront-ils les premiers? Des luttes plus ou moins ouvertes en découlent déjà, tant sur le plan technique, idéologique que... tactique. Nous savons que le problème est de taille et qu'il préoccupe certains hommes politiques de ces pays. Les grandes puissances savent très bien que l'origine de la formation des cadres est un facteur important de leur influence non seulement «culturelle» mais aussi politique et économique. En effet, ces cadres formés hors de leur pays sont, par un penchant naturel, portés à accepter ou à demander plus volontiers l'aide du pays où ils ont été stagiaires que d'un autre.

L'aide militaire n'est jamais un problème purement technique. Avec le matériel vient le technicien, puis l'officier, puis l'expert économique et enfin l'homme politique. Dans certains cas, le processus est renversé mais le résultat final est le même: une influence étrangère a pris pied dans le pays, même s'il n'y a pas de «conditions politiques» suivant une expression hypocrite qui ne veut absolument rien dire. Relevons, par exemple, que l'Union Soviétique cherche à s'assurer la fourniture des avions aux pays africains, tant pour leurs lignes civiles qu'au profit des forces aériennes. Contrairement aux états occidentaux, l'«Aeroflot» paraît avoir assez de pilotes, de techniciens pour en exporter et des équipages africains sont actuellement formés à Moscou.

Aucune grande puissance, engagée dans une stratégie globale, ne peut se désintéresser de l'aide à des armées en création. Comme dans tout placement, il y a un risque à courir. La plupart du temps, il en vaut la peine. Même s'il n'y a pas d'accord militaire réel, le fait d'aider un état *sans industrie* avec du matériel constitue un certain contrôle de sa politique militaire. Les livraisons ultérieures de munitions, de pièces de rechange, etc. peuvent jouer disons... un rôle régulateur.

En ce moment, la plupart des nouvelles armées moyennes-orientales ou africaines possèdent un curieux mélange d'engins de toute provenance. Cela peut faire impression sur le peuple qui voit les défilés mais pour les experts, c'est une grave cause de faiblesse. Un connaisseur des armées africaines s'exprimait ainsi: «Il y a la partie qui utilise — ou veut utiliser — l'avion à réaction, le char, symboles du progrès, de l'indépendance, du modernisme. L'autre comprend le *guerrier*, le vrai combattant. Elle est encore, pour le moment, de

loin la plus redoutable, la meilleure.» C'est un hommage rendu à la qualité de l'homme. Les combats de Corée, de la Malaisie, de l'Indochine, d'Algérie ont montré le peu que peuvent des armées modernes, disposant souvent des engins les plus puissants, contre les ennemis insaisissables de la jungle. Souvenons-nous également de l'échec de l'aviation tactique américaine en Corée alors qu'elle fit merveille contre les troupes hautement mécanisées de l'Axe.

Malheureusement pour eux, certains pays arabes et africains sont tentés de sacrifier au mythe du modernisme ce qui fait leur force, soit une forme de combat primitif adapté au désert ou à la jungle. Avec l'évolution des cadres, des hommes, le problème changera d'aspect mais pour le moment ces états vivent une phase de transition dont nul ne peut prédire ni la durée ni l'évolution.

On ne peut négliger certains impératifs absolus de l'instruction et de l'éducation même en usant des méthodes les plus modernes.

Constatons actuellement une chose: ces armées sont un immense réservoir de combattants adaptables, aimant se battre. Il faudra encore du temps avant qu'ils s'agglomèrent en formations modernes ayant réellement le sens «africain».

Bien que dans le monde entier, on cherche à créer de grands blocs politiques et militaires, comme moyen d'assurer la sécurité de chacun, sous l'influence de nationalismes ombrageux, l'Afrique se «balkanise» ce qui empêche certaines actions convergentes[4].

Ceci jusqu'au moment où la structure du monde obligera ce continent à se grouper à son tour: Sera-ce sous un centralisateur l'imposant par la force? S'agira-t-il d'une œuvre de longue haleine? Ou encore les luttes intestines provoqueront-elles un néo-colonialisme?

Stratégie future

Les conceptions stratégiques conventionnelles que nous venons d'exposer seront sans doute valables encore longtemps. On ne passera pas, on ne peut pas passer, d'un jour à l'autre à une stratégie nouvelle; il y a trop de facteurs humains, politiques, psychologiques, matériels qui l'empêchent.

Le monde communiste, outre l'ambition de conquérir à son idéologie une nouvelle partie du monde, a aussi des impératifs militaires dans le cadre de ce qu'il estime, lui, sa sécurité. Ce n'est pas sans but que la guerre froide a pris également l'Afrique et le Moyen-Orient pour objectifs. Comme l'ont écrit cer-

[4] Pourtant des efforts incontestables sont faits en vue d'améliorer les relations interafricaines. En effet, le 6 avril, se sont réunis a Accra les experts politiques, économiques, culturels et militaires des participants à la conférence de Casablanca au début de 1961. Ils étudièrent, en particulier, la création d'un haut-commandement unifié ce qui fut jugé prématuré.

tains auteurs: «*la coexistence pacifique n'est que l'ensemble des moyens non militaires*, apparamment non-agressifs, utilisés par l'URSS dans la poursuite de ses objectifs demeurés inchangés même si la tactique peut varier». Un autre atout de l'URSS est le complexe de culpabilité qu'elle a réussi à inculquer au monde occidental. On ignore délibérément la partie positive au crédit du bilan occidental pour mettre en relief, disons en gros plan, ce qui n'a pas été fait même si la première dépasse très largement la seconde.

Dans cette lutte, tout pays perdu pour le monde libre constitue une augmentation relative de la force soviétique même s'il n'entre pas franchement dans le camp socialiste. C'est au fait le cas de tous les pays neutralistes. «L'URSS trouve un intérêt majeur à encourager les tendances neutralistes de ces pays, quels que soient leurs régimes intérieurs. Ce qui compte d'abord pour elle, c'est la capacité qu'auront ces régimes de maintenir une politique neutraliste, une politique de non-hostilité vis-à-vis de l'URSS, de non-engagement vis-à-vis des Etats-Unis[5].»

Ceci illustre bien la terrible guerre politique qui se déroule en Afrique. Elle découle d'une stratégie plus subtile que la stratégie militaire dans son sens le plus vaste et le plus moderne.

* * *

Dans le cadre d'une nouvelle stratégie militaire certains éléments traditionnels disparaîtront et on assistera à un déplacement des régions «liées historiquement à un destin stratégique». Mais là réside sans doute la difficulté. On sait combien le passé joue un grand rôle dans la pensée des hommes, surtout dans une période d'accélération de l'histoire et du progrès technique.

Transports aériens, télécommunications, fusées, satellites, sont autant de facteurs qui bouleversent nos conceptions. Pour le moment, nous vivons un compromis entre un passé qui n'est pas encore complètement périmé et un futur qui n'a pas entièrement commencé.

Les transports aériens, qui maintenant permettent à eux seuls d'alimenter le combat, font que l'on peut renoncer aux axes classiques d'invasion. Des facteurs d'infra-structure (zones d'atterrissage) peuvent en imposer de nouveaux; d'où déplacement des champs de bataille des futurs conflits. «Il est difficile de faire admettre que l'on peut, en partant de Dakar, prendre pied au Brésil, neutraliser le canal de Panama et menacer le Texas... et pourtant les moyens techniques d'aujourd'hui le permettent[6].» Les océans qui autrefois étaient de réels «boucliers d'espace et de temps» voient leur rôle singulièrement réduit[7].

[5] Claude Delmas: L'Occident devant le «Défi Global». Revue de Défense Nationale. Paris, mars 1959.

[6] Général Jacquot: La Stratégie périphérique devant la bombe atomique. Ed. Gallimard. Paris, 1954.

[7] Général Gavin: War and Peace in the Space age. Ed. Harper and Brothers. New-York, 1958.

C'est, à notre point de vue, *sous l'angle de la guerre politique, des moyens techniques actuels et ceux qui seront sous peu réellement opérationnels (fusées) qu'il faut examiner l'importance stratégique du continent africain.*

Pour l'Europe, il constitue, comme nous l'avons déjà dit, sa profondeur. Géographiquement, une agression contre l'hémisphère occidental passe par Dakar, les Guyannes, le Brésil et Panama suivant l'opinion citée ci-dessus.

La Méditerranée qui se termine par la tête de pont offensive de la Mer Noire est une des voies d'invasion de l'URSS de même que pourrait l'être la voie aérienne Douala–Khartoum–Le Caire qui permet d'agir depuis le Moyen-Orient base de départ par excellence contre l'URSS.

Les Russes déclarent posséder suffisamment d'ICBM pour frapper n'importe quel point de la planète depuis leur territoire, ce qui leur permet de ne pas avoir de bases étrangères.

Du côté américain, on peut dire sans grande exagération, que de 1945 à 1955 toute la politique extérieure de Washington a été conditionnée par la nécessité d'assurer des bases aux avions du Strategic Air Command autour de l'URSS. Avec le temps, le rayon d'action des avions ayant augmenté, beaucoup furent retirés à l'intérieur des Etats-Unis mais, pour de nombreuses raisons faciles à comprendre, les bases extérieures furent maintenues bien que quelques-unes fussent mises en sommeil relatif.

Avec la mise en service progressive des ICBM et des fusées Polaris lancées des sous-marins atomiques, le problème des bases sera certainement revu. Du reste, la suppression de quelques-unes d'entre elles, décidée par le Président Kennedy (début d'avril 1961), en découle très probablement. Toutefois, certaines (Turquie, par exemple) ne peuvent être liquidées d'un trait de plume car leur nécessité est imposée par la portée des IRBM américains. Le jour où les Polaris et ICBM seront véritablement opérationnels, ce problème des bases sera encore une fois revisé. On n'y renoncera sans doute jamais complètement car la «logique nucléaire» a renforcé, aussi paradoxal que cela puisse paraître, le rôle des facteurs géographiques dans la stratégie.

La stratégie américaine de dissuasion implique la survie à une agression d'une partie importante des moyens de représailles, donc la dispersion de ces moyens. En conséquence, ces bases doivent se répartir sur un espace aussi étendu que possible afin que leur destruction totale et simultanée (condition du succès de l'agression) soit mathématiquement impossible. Des sous-marins atomiques croisant dans l'ensemble des mers faciliteront cette stratégie plus que les bases terrestres.

Des pays qui sont aujourd'hui vitaux pour réaliser certaines conceptions stratégiques rentreront alors dans l'ombre. Ils continueront à présenter un intérêt sur le plan idéologique et, s'ils sont riches en matières premières, sur le plan économique. Les relations avec eux seront simplifiées d'autant.

Du Moyen-Orient à l'ouest de l'Afrique et du nord au sud de ce continent,

le moins que l'on puisse dire, c'est que les fronts politique et militaire sont fluides. Le monde communiste y a marqué des points (RAU, Irak, Maroc, Guinée, etc...) mais il y a aussi subi des revers (par ex. au Congo). La lutte continue sur le plan politique.

Conclusion

Contrairement à une opinion encore trop répandue, nous sommes persuadés que la défense *globale* de l'Europe, face à une menace de l'Est, ne se fera pas uniquement le long du rideau de fer.

Son destin se jouera entre le Golfe Persique et l'Atlantique, principalement en Afrique et dans le Moyen-Orient. En d'autres mots, l'Afrique représente la position clef pour la défense de l'Europe occidentale et le Moyen-Orient, avec ses ressources, est essentiel pour la défense de l'Afrique. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas nous désintéresser de ces régions. Même la sécurité de la Suisse ne dépend plus d'événements se déroulant dans les territoires environnants mais dans des régions géographiquement lointaines. Il serait bon qu'un plus grand nombre de nos concitoyens en soient persuadés.

Aspekte der wirtschaftlichen Entwicklung in Afrika

HANS BIELFELDT

Wer den Versuch unternimmt, den afrikanischen Kontinent, jenes natürliche Vorfeld des alten Europa, in seiner wirtschaftlichen Situation zu durchleuchten und auszuloten, muß sich darüber im klaren sein, daß er einer kaum überschaubaren Aufgabe gegenübersteht. Von dem arabischen Norden, von dem bunten Mosaik der westafrikanischen Staaten bis zu der von der Isolierung bedrohten Union des Südens stellt sich ein ganzer Katalog ökonomischer, politischer und sozialer Vorgänge, Stadien und Formationen, die zunächst nur der gemeinsame Name dieses Kontinents zu verbinden scheint. Will man trotzdem gewisse Gemeinsamkeiten ablesen, so ist folgendes festzuhalten: Der Anteil der Primärproduktion der meisten Länder an ihrer Gesamtproduktion ist ungewöhnlich